

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN EN DE BEGROTING

du

van

MERCREDI 09 FEVRIER 2011

WOENSDAG 09 FEBRUARI 2011

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 24 par Mme Muriel Gerkens, présidente.

01 Question de Mme Karolien Grosemans au vice-premier ministre et ministre du Budget sur "la ligne de gaspillage" (n° 1675)

01.01 Karolien Grosemans (N-VA): En avril 2010, alors qu'il était commissaire du gouvernement pour l'audit interne de l'administration fédérale, M. De Padt a lancé le site internet www.gaspillage.be, où tous les gaspillages des administrations pouvaient être signalés. Ce site n'est plus actif depuis le 12 octobre 2010.

Combien de plaintes ont été enregistrées sur ce site? Combien concernaient les institutions fédérales, les Régions et les communes? Quelles administrations ont été l'objet du plus grand nombre de plaintes? Ces signalements ont-ils aussi été effectivement traités? D'autres initiatives seront-elles encore prises pour permettre aux citoyens de signaler des gaspillages?

01.02 Guy Vanhengel, ministre (en néerlandais): La ligne gaspillage créée par le secrétaire d'État De Padt entrerait dans ses compétences. Il appartient aux différents départements de décider s'ils souhaitent mettre en place des initiatives semblables.

Entre le 17 avril et le 12 octobre 2010, 1 598 signalements de gaspillages ont été enregistrés dont 587 étaient anonymes et 127 provenaient de personnes travaillant dans un service public. Deux tiers émanaient de néerlandophones. Environ 467 signalements présentaient un contenu général plutôt politique; 513 plaintes concernaient des problèmes spécifiques au service public fédéral et à la sécurité sociale. En règle générale, il s'agissait de problèmes mineurs au sein du SPF Finances.

En ce qui concerne les signalements, on en a dénombré 95 pour le SPF Finances, 39 pour le SPF Justice, 32 pour l'INAMI, 29 pour l'ONEm, 25 pour le SPF P&O, 25 pour l'armée et 24 pour la police fédérale. On en a également recensé 567 pour les Communautés et Régions et 346 pour les administrations locales. Les autres signalements concernaient des institutions internationales ou plusieurs niveaux de compétences.

Les informations pertinentes ont été transmises aux fonctionnaires dirigeants des administrations concernées, aux ministres responsables et aux cabinets des ministres-présidents des gouvernements régionaux. Chaque département concerné ayant eu la possibilité d'examiner lui-même le signalement et d'apporter des rectifications, aucun signalement n'a été transmis au Comité d'audit de l'administration fédérale.

Une première catégorie de signalements portait sur une meilleure organisation des services publics, sur les chevauchements de compétences et sur les demandes de restreindre les coûts de la politique. Une deuxième catégorie portait sur les bénéfices en termes d'efficacité au sein des services publics et des organismes prestataires de la sécurité sociale. La troisième catégorie reprenait des propositions d'économie à d'autres niveaux de pouvoir.

01.03 Karolien Grosemans (N-VA): M. De Padt avait déclaré que la ligne de gaspillage remportait un grand succès mais il ne peut évidemment être question de succès que si une suite est réellement réservée aux

plaintes. On avait annoncé que les problèmes aigus et les situations intolérables seraient rendus publics mais apparemment les services concernés peuvent examiner les plaintes eux-mêmes. Je crains que la ligne de gaspillage ne soit elle-même devenue un bel exemple de gaspillage.

01.04 **Guy Vanhengel**, ministre (*en français*): Je n'ai rien à ajouter, madame la présidente.

L'incident est clos.

La discussion des questions est suspendue de 14 h 32 à 17 h 38.

02 **Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les problèmes rencontrés par EMCS" (n° 2403)**

02.01 **Peter Logghe** (VB): Il me revient que la déclaration électronique des produits soumis à l'accise connaît des problèmes. En effet, le système EMCS ne fonctionne pas correctement. La conversion des déclarations sur support papier en déclarations électroniques est obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2011.

À quel niveau se situe le problème exactement? S'agit-il d'un problème technique ou logiciel? Comment sera-t-il résolu? La déclaration se fait-elle de nouveau sur papier dans l'intervalle? Qu'en est-il des autres États membres de l'Union européenne? Nos déclarations sont-elles compatibles avec celles des autres États membres? Combien coûte le projet de conversion?

02.02 **Bernard Clerfayt**, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Le système EMCS (Excise Movement and Control System) assure le suivi électronique du transport des biens soumis à l'accise. EMCS a été mis à disposition le 1^{er} avril 2010 sur une base volontaire et, depuis le 1^{er} janvier 2011, le système a été rendu obligatoire au sein de l'Union européenne. La période de test s'est déroulée de manière satisfaisante durant la première moitié du mois de décembre 2010, tant pour les services des douanes que pour les entreprises. Toutefois, depuis le 4 janvier 2011, on a constaté qu'EMCS n'était pas encore assez performant et présentait un certain nombre de problèmes fonctionnels.

En collaboration avec les contractants privés, nos services TIC ont immédiatement élaboré un plan destiné à résoudre le problème rapidement et de manière structurelle en augmentant les performances du système, en améliorant les possibilités de consultation et en intégrant la base de données des licences pour les accises.

Dans l'attente d'une solution définitive, l'Administration générale des douanes et accises a mis en place une procédure d'urgence utilisant une déclaration sur support papier. Cette procédure, qui est valable jusqu'au 22 février 2011, ne peut être utilisée que si aucun document ne peut être transmis de manière électronique par le biais du système EMCS.

Concernant la situation dans les autres pays de l'UE, le lancement de l'EMCS a été reporté au 16 janvier 2011 aux Pays-Bas. Au Danemark, une procédure d'urgence est en vigueur jusqu'au 2 février 2011 inclus. Depuis le 1^{er} janvier 2011, en Belgique, plus de 18 000 accréditations électroniques ont déjà été validées avec succès lors de départs, sur un total de 162 000 pour l'ensemble de l'Union européenne. Plus de 9 500 confirmations de réception ont été adressées, sur un total de 108 000 pour l'UE.

Le coût de l'implémentation de l'EMCS s'élève à 1 628 813,98 euros sans le matériel et le logiciel d'appui. Ces frais sont communs pour toute une série d'applications du SPF Finances.

02.03 **Peter Logghe** (VB): Je suivrai ce dossier car je note qu'une procédure d'urgence est mise en place jusqu'au 22 février.

L'incident est clos.

03 **Question de Mme Colette Burgeon au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les réductions fédérales sur facture à l'achat d'un véhicule propre" (n° 2435)**

03.01 **Colette Burgeon** (PS): Depuis le 1^{er} juillet 2007, les citoyens peuvent bénéficier d'une réduction

déduite par le vendeur lorsqu'ils achètent un véhicule neuf qui ne rejette pas plus de 115 grammes de CO₂ par km.

Cette mesure est intéressante et entraîne un nombre plus important d'achats de voitures "propres". Cependant, la réduction n'est déduite qu'au moment de la livraison et de la mise en circulation du véhicule, parfois longtemps après la commande.

Certains expriment des inquiétudes quant à un changement éventuel de législation. Que se passerait-il si une décision mettant fin ou limitant la prime à l'achat d'un véhicule propre était prise dans les prochains mois? Il semblerait logique de prendre en compte la date de commande du véhicule. Qu'en pensez-vous?

03.02 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en français*): Il n'y a aucune volonté de modifier cette mesure, qui n'entraîne pas de dépenses budgétaires. Elle n'est pas limitée par le mécanisme de douzièmes provisoires ou par tout autre mécanisme budgétaire. Il n'est pas question de la modifier à ce stade.

03.03 Colette Burgeon (PS): Je vous demande donc d'être attentif à la question et, si nécessaire, de prévoir un délai. Cela rassurera les acheteurs car même les concessionnaires n'osaient plus tenir compte de cette prime. C'est également important pour les prêts, car on ne modifie pas facilement le montant à emprunter.

L'incident est clos.

04 Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le coût élevé des droits d'enregistrement en Belgique" (n° 2407)

04.01 Peter Logghe (VB): Le rapport de l'OCDE critique le système des droits d'enregistrement tel qu'il est pratiqué en Belgique. Il ressort ainsi d'une comparaison des frais de transaction appliqués au sein des différents États membres de l'OCDE lors de la vente d'un bien immobilier que la Belgique applique les tarifs les plus élevés de tous les États membres consultés.

Le secrétaire d'État reconnaît-il l'existence de ce problème et que compte faire le gouvernement pour tenter de normaliser la situation? Qu'en est-il du prix des logements par rapport aux prix pratiqués à l'étranger et existe-t-il des études examinant les effets des droits d'enregistrement sur le prix des logements? Les jeunes éprouvent en effet de plus en plus de difficultés à acquérir une habitation. Quelles mesures le gouvernement prend-il dans ce domaine?

04.02 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en néerlandais*): J'admets tout à fait ce que l'OCDE écrit dans son rapport. La fiscalité sur les transactions immobilières en Belgique est l'une des plus élevées d'Europe et des pays de l'OCDE. Les droits d'enregistrement mais également les droits de succession sont des éléments de ces coûts de transaction.

La fixation des taux et de l'assiette de l'impôt de la transmission à titre onéreux de biens immobiliers sis en Belgique, à l'exclusion de l'apport, relève toutefois de la compétence des Régions.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 17 h 48.

De vergadering wordt geopend om 14.24 uur en voorgezeten door mevrouw Muriel Gerkens.

01 Vraag van mevrouw Karolien Grosemans aan de vice-eersteminister en minister van Begroting over "de kliklijn verspilling" (nr. 1675)

01.01 Karolien Grosemans (N-VA): In april 2010 opende de toenmalige regeringscommissaris voor de Interne Audit, de heer De Padt, de website www.verspilling.be, waar verspillingen door overheidsdiensten konden worden gemeld. De site is niet meer actief sinds 12 oktober 2010.

Hoeveel klachten werden er geregistreerd op de site? Hoeveel hadden er betrekking op de federale instellingen, de regio's en de gemeenten? Over welke overheidsdiensten kwamen de meeste klachten? Werden deze meldingen ook daadwerkelijk behandeld? Komen er nog andere initiatieven waar de burger verspilling kan melden?

01.02 Minister **Guy Vanhengel** (*Nederlands*): De verspillingslijn die staatssecretaris De Padt in het leven riep, paste binnen zijn bevoegdheid. Het is aan de verschillende departementen om uit te maken of zij zelf soortgelijke initiatieven wensen op te starten.

Tussen 17 april en 12 oktober 2010 kwamen er 1.598 meldingen binnen, waarvan 587 anoniem en 127 van mensen die in een overheidsdienst werkten. Twee derde was afkomstig van Nederlandstaligen. Ongeveer 467 meldingen hadden een algemene, meer politieke inhoud; 513 klachten gingen over specifieke problemen in de federale overheid en de sociale zekerheid. Het gaat hier vooral over probleempjes in de FOD Financiën.

Over de FOD Financiën kwamen er 95 meldingen, over de FOD Justitie 39, over het RIZIV 32, over de RVA 29, over de FOD P&O 25, over het leger 25 en over de federale politie 24. Daarnaast waren er 567 meldingen over de Gemeenschappen en Gewesten en 346 over de lokale besturen. De andere meldingen gingen over internationale instellingen of over meerdere bevoegdheidsniveaus.

De relevante informatie werd aan de leidende ambtenaren van de betrokken overheidsdiensten, de verantwoordelijke ministers en de kabinetten van de ministers-presidenten van de regionale regeringen bezorgd. Omdat elk betrokken departement de mogelijkheid kreeg om zelf de melding te onderzoeken en verbeteringen aan te brengen, werden er geen meldingen doorgestuurd aan het Auditcomité van de Federale Overheid.

Een eerste categorie meldingen ging over een betere organisatie van de overheidsdiensten, overlappende bevoegdheden en vragen om te snoeien in de kosten van de politiek; een tweede categorie over interne efficiëntiewinsten in de overheidsdiensten en de uitkeringsinstellingen van de sociale zekerheid. De derde categorie bevat besparingsvoorstellen op andere overheidsniveaus.

01.03 **Karolien Grosemans** (N-VA): De heer De Padt noemde de verspillingslijn een groot succes, maar een echt succes wordt het natuurlijk pas als de klachten ook echt behandeld worden. Er werd voorspeld dat acute problemen en wantoestanden openbaar zouden worden gemaakt, maar blijkbaar mogen de betrokken diensten de klachten gewoon zelf onderzoeken. Ik vrees dat de verspillingslijn zelf een prachtig voorbeeld van verspilling is geworden.

01.04 Minister **Guy Vanhengel** (*Frans*): Mevrouw de voorzitter, ik heb daar niets aan toe te voegen.

Het incident is gesloten.

De behandeling van de vragen wordt van 14.32 uur tot 17.38 uur geschorst.

02 **Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "problemen met EMCS" (nr. 2403)**

02.01 **Peter Logghe** (VB): Naar verluidt zijn er problemen met de elektronische aangifte van accijnsgoederen. Het EMCS-systeem werkt immers niet zoals het hoort. De omzetting van papieren naar elektronische aangiftes is verplicht sinds 1 januari 2011.

Wat gaat er precies verkeerd? Gaat het om een technisch of een softwareprobleem? Hoe zal het probleem worden opgelost? Wordt de aangifte voorlopig opnieuw op papier gedaan? Wat is de toestand in de andere EU-lidstaten? Zijn onze aangiften compatibel met de aangiften in de andere lidstaten? Hoeveel kost het omzettingsproject?

02.02 Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Nederlands*): Het Excise Movement and Control System (EMCS) volgt elektronisch de transportbewegingen van goederen die onderworpen zijn aan accijnzen. EMCS werd op 1 april 2010 op vrijwillige basis ter beschikking gesteld en sinds 1 januari 2011 is het systeem verplicht binnen de EU. De testperiode tijdens de eerste helft van december 2010 verliep bevredigend, voor zowel de

douanediensdiensten als voor de bedrijven. Vanaf 4 januari 2011 werd echter vastgesteld dat EMCS nog niet voldoende performant was en een aantal functionele gebreken vertoonde.

In samenwerking met de privécontractanten hebben onze ICT-diensten onmiddellijk een plan opgesteld om de problemen snel en structureel op te lossen: het verhogen van de prestatie van EMCS, het verbeteren van de consultatiemogelijkheden en de integratie van de vergunningsdatabase voor accijnzen.

In afwachting van een definitieve oplossing heeft de algemene administratie van Douane & Accijnzen tot 22 februari 2011 een noodprocedure ingesteld met een papieren aangifte. Deze procedure mag enkel worden gebruikt als er geen elektronisch geleide documenten via EMCS kunnen worden verstuurd.

Wat de toestand betreft in de andere EU-landen, is de start van EMCS in Nederland uitgesteld tot 16 januari 2011. In Denemarken geldt een noodprocedure tot en met 2 februari 2011. Sedert 1 januari 2011 werden in België reeds meer dan 18.000 elektronische accreditaties bij vertrek succesvol geldig gemaakt, op een totaal van 162.000 voor de hele EU. Meer dan 9.500 bevestigingen van ontvangst werden ingestuurd, op een EU-totaal van 108.000.

De kostprijs voor de implementatie van EMCS bedraagt 1.628.813,98 euro, exclusief hardware en ondersteunende software. Die kosten zijn gemeenschappelijk voor een hele reeks toepassingen van de FOD Financiën.

02.03 Peter Logghe (VB): Ik zal deze zaak opvolgen, want ik merk dat er tot 22 februari een noodprocedure loopt.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw Colette Burgeon aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de federale korting op de aankoop prijs van een milieuvriendelijke wagen" (nr. 2435)

03.01 Colette Burgeon (PS): Sedert 1 juli 2007 hebben burgers recht op een korting op de aankoop prijs van een nieuw voertuig dat niet meer dan 115 gram CO₂ per km uitstoot.

Het gaat om een interessante maatregel, die leidt tot de aankoop van meer schone wagens. De korting wordt echter pas toegekend bij de levering en de inlevering van het voertuig, in sommige gevallen lang na de bestelling.

Sommigen hebben hun bezorgdheid geuit over een mogelijke aanpassing van de wetgeving. Wat indien er tijdens de komende maanden een beslissing wordt genomen die een einde maakt aan de premie bij de aankoop van een schoon voertuig of die deze premie beperkt? Het zou daarom logischer zijn om de datum van de bestelling in aanmerking te nemen. Wat is uw visie daaromtrent?

03.02 Staatssecretaris Bernard Clerfayt (Frans): Het is helemaal niet de bedoeling die maatregel, die geen begrotingsuitgaven meebrengt, te wijzigen. Hij wordt niet beïnvloed door het mechanisme van voorlopige twaalfden, noch door enig ander begrotingsmechanisme. Op dit ogenblik is er dan ook geen sprake van die maatregel aan te passen.

03.03 Colette Burgeon (PS): Ik wil u vragen de nodige aandacht te besteden aan deze aangelegenheid en zo nodig voor een overgangperiode te zorgen. Dat zou de kopers geruststellen. Zelfs de concessiehouders durfden geen rekening meer te houden met de toekenning van deze premie. Dit is ook belangrijk voor de leningen, aangezien het niet zo makkelijk is het bedrag van een lening te wijzigen.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer Peter Logghe aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en

Institutionele Hervormingen over "dure registratierechten in België" (nr. 2407)

04.01 **Peter Logghe** (VB): In een rapport van de OESO werden de registratierechten in België op de korrel genomen. Zo bleek uit een vergelijking van de transactiekosten van de verschillende OESO-lidstaten bij de verkoop van een onroerend goed dat België de hoogste tarieven toepast van alle geraadpleegde lidstaten.

Erkent de staatssecretaris het probleem en hoe zal de regering dit proberen te normaliseren? Hoe verhouden de prijzen van woningen zich tegenover de prijzen in het buitenland en zijn er studies over het effect van de registratierechten op de woningprijzen? Een en ander maakt het voor jongeren steeds moeilijker om een woning aan te kopen. Welke maatregelen treft de regering ter zake?

04.02 Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Nederlands*): Ik erken volledig wat de OESO in haar verslag schrijft. De fiscale transactiekosten op de huizen in België behoren tot de hoogste van Europa en de OESO-landen. Niet alleen de registratiekosten, maar ook de successierechten zijn elementen van de transactiekosten.

Het bepalen van de aanslagvoeten en de heffingsgrondslag van de overdracht ten bezwarende titel van in België gelegen onroerende goederen, behoudens inbreng, is echter een gewestelijke bevoegdheid.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 17.48 uur.